

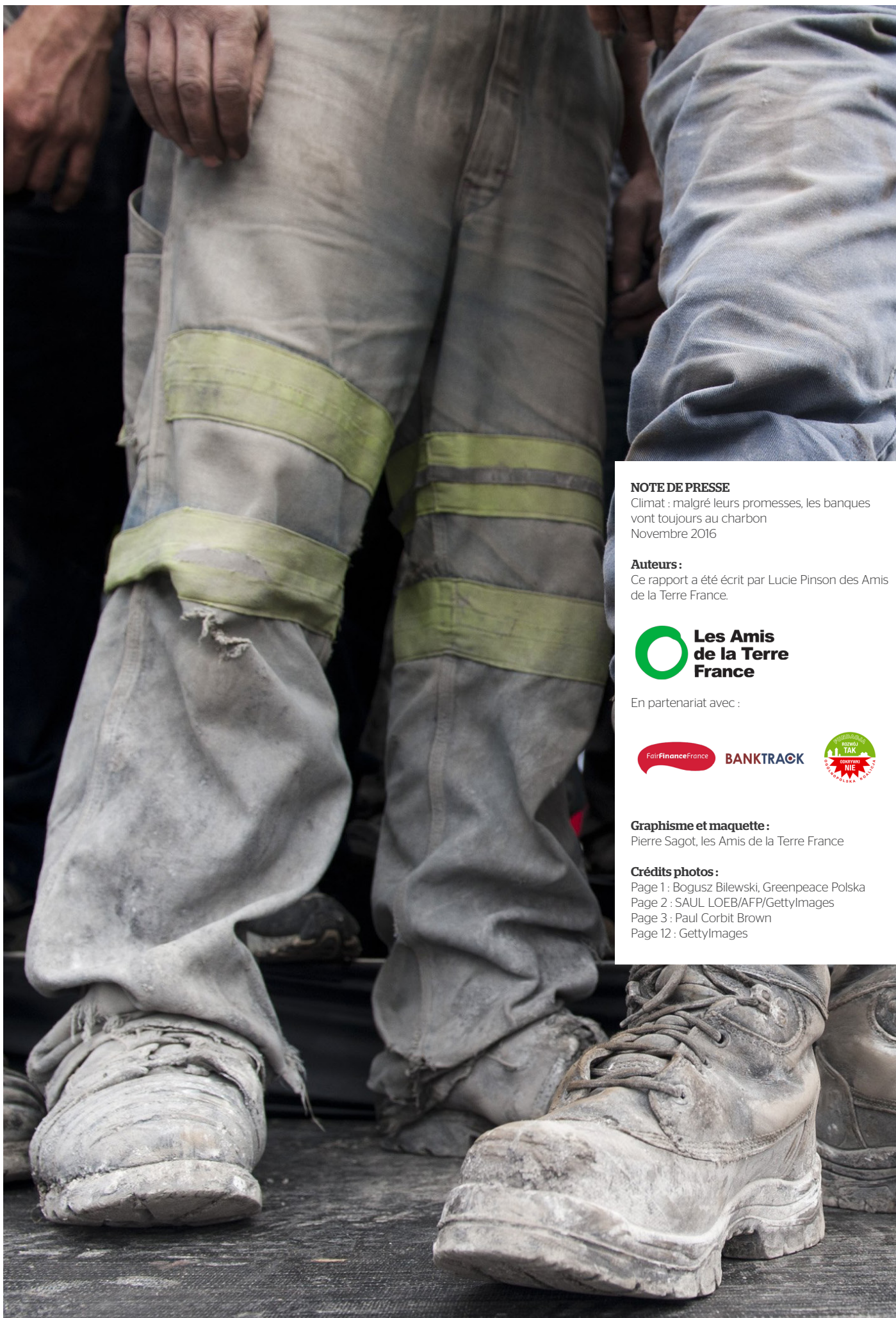
NOTE de presse

**CLIMAT :
MALGRÉ LEURS PROMESSES,
LES BANQUES VONT TOUJOURS
AU CHARBON**

NOVEMBRE 2016



**Les Amis
de la Terre
France**



NOTE DE PRESSE

Climat : malgré leurs promesses, les banques
vont toujours au charbon
Novembre 2016

Auteurs :

Ce rapport a été écrit par Lucie Pinson des Amis
de la Terre France.



En partenariat avec :



BANKTRACK



Graphisme et maquette :

Pierre Sagot, les Amis de la Terre France

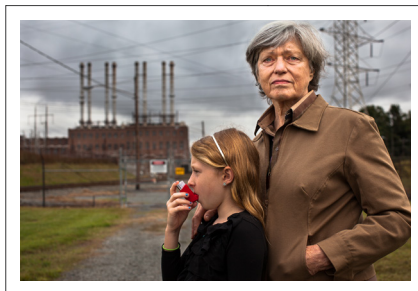
Crédits photos :

Page 1 : Bogusz Bilewski, Greenpeace Polska

Page 2 : SAUL LOEB/AFP/GettyImages

Page 3 : Paul Corbit Brown

Page 12 : GettyImages



JAMES HANSEN,

Climatologue

*“Le charbon est la plus grande menace
pour la civilisation et toute vie sur notre planète”*

Il y a à peine un an, 195 pays réunis pour la COP21 signaient l'Accord de Paris. Prenant acte de l'accélération des changements climatiques et de la gravité de leurs impacts, ils s'y accordaient sur la nécessité de limiter la hausse de la température du globe bien en-dessous des 2°C et de tendre vers 1,5°C.

Après avoir annoncé des premières mesures de réduction de leurs soutiens au charbon, les banques françaises s'engageaient à tout mettre en œuvre pour que ces objectifs soient atteints voire dépassés (BNP Paribas, Crédit Agricole)¹ et à aligner leurs activités avec un scénario 2°C (Société Générale).

Mais, bien que reconnaissant le rôle crucial des financements dans le défi climatique, l'Accord trouvé à Paris n'oblige pas les acteurs financiers, à commencer par les banques, à transférer leurs financements des énergies fossiles vers l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Encore aujourd'hui, les débats se focalisent davantage sur les nouveaux outils de financements verts et l'identification de l'exposition du secteur financier aux risques climatiques.

LE BILAN DES BANQUES DOIT SE FAIRE SUR LES SOUTIENS AUX ÉNERGIES FOSSILES

Il nous revient donc de dresser un autre bilan de l'action des banques en matière climatique, celui des mesures qu'elles ont déjà adoptées afin de mettre un terme à leurs soutiens aux secteurs les plus émetteurs de carbone, et de l'évaluer face aux impératifs climatiques.

D'après un récent rapport de Oil Change International, les réserves de charbon, pétrole et gaz déjà en exploitation contiennent assez de carbone pour nous faire dépasser le seuil des 2°C, et l'extraction des seules réserves de pétrole et de gaz nous mènerait au-delà des 1,5°C.

Donc non seulement nous ne devons plus construire de nouvelles infrastructures d'extraction et de transport d'énergies fossiles, mais nous devons organiser la fermeture des gisements et mines déjà en exploitation, de manière progressive afin d'assurer une transition juste pour les travailleurs et les communautés qui en dépendent².

Les banques doivent donc immédiatement stopper tout financement à de nouveaux projets d'énergies fossiles et accélérer les mesures visant à mettre un terme à l'ensemble de leurs soutiens à l'industrie du charbon.

SORTIE DU CHARBON : C'EST FAIT ?

Désireuses de montrer patte blanche à la COP21, les banques françaises ont toutes successivement annoncé en 2015 des restrictions à leurs soutiens à la plus noire des énergies fossiles, le charbon, responsable de 46% des émissions de CO2 issues de la combustion d'énergies fossiles au niveau mondial en 2013.

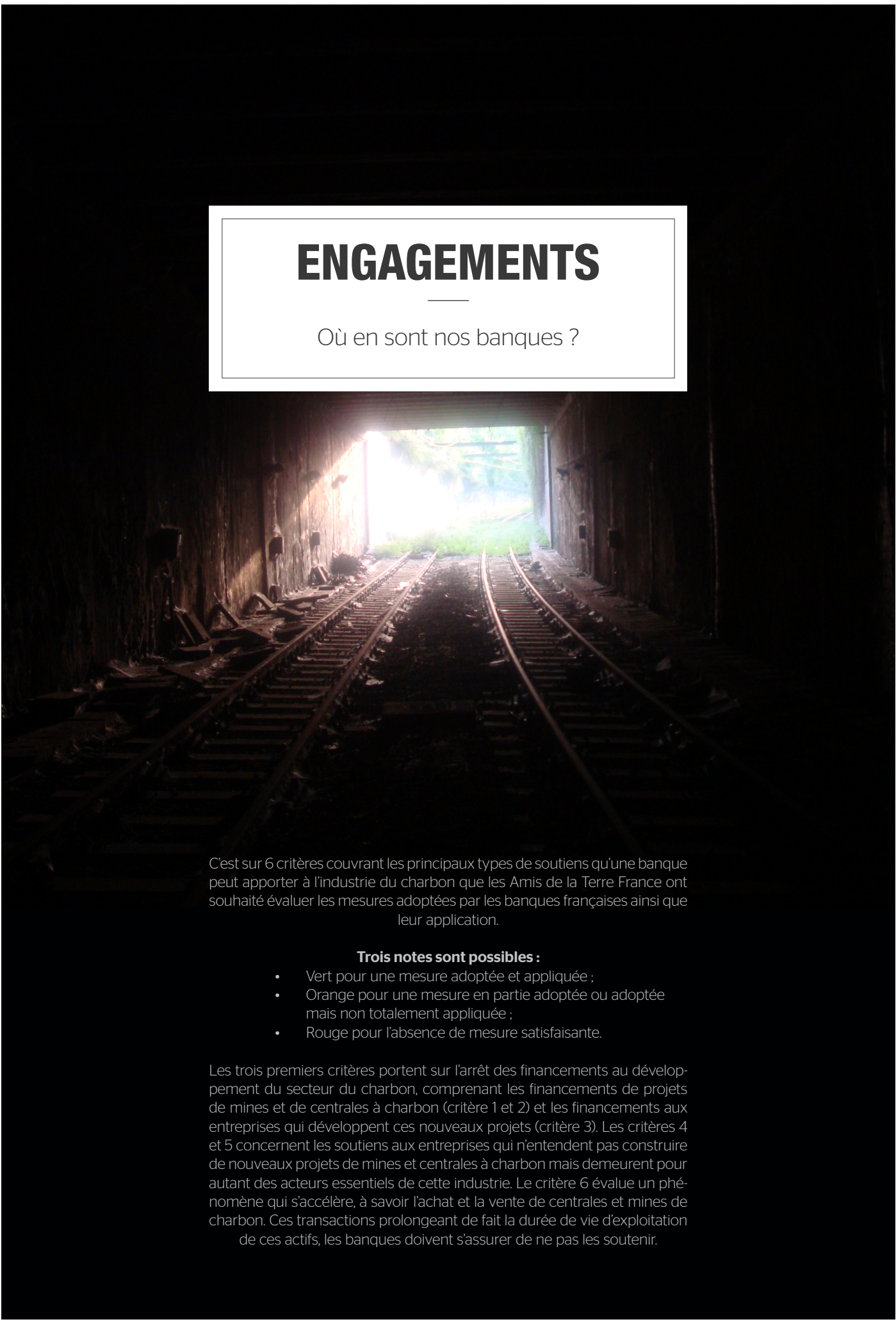
Leurs engagements répondent-ils à l'urgence climatique ? Quelles sont leurs failles mais aussi leurs avancées ? Sont-ils réellement appliqués ?

Les Amis de la Terre ont mené l'enquête. Nous avons comparé et évalué sur 6 critères les engagements pris par BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et Natixis en 2015 et depuis la COP21.

Mais nous avons creusé un peu plus loin pour savoir si ces engagements sont bien suivis d'effets. Car l'urgence se trouve aussi dans l'application des mesures annoncées. Nous nous sommes en particulier penchés sur le cas de BNP Paribas et de ses soutiens aux entreprises qui menacent le plus l'avenir de la planète, celles qui développent de nouveaux projets de mines et centrales à charbon.

¹ Crédit Agricole et BNP Paribas ont signé l'Appel de Paris, le « Paris Pledge for Action »

² The sky's limit: The Sky's Limit: Why the Paris Climate Goals Require a Managed Decline of Fossil Fuel Production



ENGAGEMENTS

Où en sont nos banques ?

C'est sur 6 critères couvrant les principaux types de soutiens qu'une banque peut apporter à l'industrie du charbon que les Amis de la Terre France ont souhaité évaluer les mesures adoptées par les banques françaises ainsi que leur application.

Trois notes sont possibles :

- Vert pour une mesure adoptée et appliquée ;
- Orange pour une mesure en partie adoptée ou adoptée mais non totalement appliquée ;
- Rouge pour l'absence de mesure satisfaisante.

Les trois premiers critères portent sur l'arrêt des financements au développement du secteur du charbon, comprenant les financements de projets de mines et de centrales à charbon (critère 1 et 2) et les financements aux entreprises qui développent ces nouveaux projets (critère 3). Les critères 4 et 5 concernent les soutiens aux entreprises qui n'entendent pas construire de nouveaux projets de mines et centrales à charbon mais demeurent pour autant des acteurs essentiels de cette industrie. Le critère 6 évalue un phénomène qui s'accélère, à savoir l'achat et la vente de centrales et mines de charbon. Ces transactions prolongeant de fait la durée de vie d'exploitation de ces actifs, les banques doivent s'assurer de ne pas les soutenir.

	BNP Paribas	Crédit Agricole	Société Générale	BPCE
1. Ne finance plus de nouveaux projets de mine de charbon				
2. Ne finance plus de nouveaux projets de centrale à charbon				
3. Ne finance plus les entreprises qui développent de nouveaux projets charbon				
4. Ne finance plus les producteurs d'électricité à partir de charbon				
5. Ne finance plus les sociétés minières actives dans le secteur du charbon				
6. Ne soutient pas l'acquisition ou la vente d'une mine ou centrale à charbon				

Ce tableau prend en compte les engagements adoptés par les banques en 2015 et 2016, jusqu'aux derniers engagements du Crédit Agricole et Société Générale sur les financements de projets de centrales à charbon (critère 2), et de Société Générale sur la réduction de leurs financements aux entreprises du secteur (critère 3), ainsi que leur application.

ZOOM SUR 3 CRITÈRES

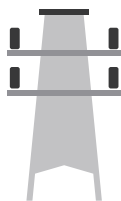


CRITÈRE 2

« NE FINANCE PLUS DE NOUVEAUX PROJETS DE CENTRALE A CHARBON »

Crédit Agricole et Société Générale viennent d'annoncer qu'elles ne financeraient plus de nouveaux projets de centrales à charbon. Ces annonces sont positives, mais ces banques doivent aussi se retirer des projets de nouvelles centrales dans lesquels elles sont impliquées en Indonésie et en République Dominicaine.

Quant à BNP Paribas, elle reste la seule banque française qui autorise toujours le financement direct de centrales à charbon.



CRITÈRE 3

« NE FINANCE PLUS LES ENTREPRISES QUI DÉVELOPPENT DE NOUVEAUX PROJETS CHARBON. »

BNP Paribas s'est engagée à ne plus financer les entreprises qui ne se diversifient pas en réduisant leurs activités dans le charbon et Société Générale entend diminuer de 14% son exposition liée à l'extraction de charbon et limiter la part de charbon dans son mix énergétique financé à 19% à fin 2020. Ces deux banques auront donc du mal, voire ne pourront pas tenir ces engagements tout en continuant de financer des entreprises qui suivent la logique inverse, faire toujours plus de charbon. Mais il ne faut jamais dire jamais, et les banques ne nous donnent aucune garantie quant au respect de ces objectifs.

Au contraire, le doute est plus que permis : un an après la COP21, **BNP Paribas n'a toujours pas exclu certains de ses clients qui développent massivement de nouveaux projets charbon.**



CRITÈRE 6

« NE SOUTIENT PAS L'ACQUISITION OU LA VENTE D'UNE MINE OU CENTRALE A CHARBON »

Suite aux interpellations des Amis de la Terre France, Natixis et Crédit Agricole ont pris l'engagement de ne pas aider l'achat et la vente de centrale et mine à charbon et Société Générale a adopté des conditions qui limitent les possibilités d'un tel soutien.

BNP Paribas s'est également engagée à ne plus aider la transaction de mines de charbon partout dans le monde, ni celle de centrales dans les pays riches. Mais **BNP Paribas aide aujourd'hui Engie à vendre sa centrale à charbon de Polaniec en Pologne.**

BNP PARIBAS

QUAND LES PROMESSES CLIMATIQUES PARTENT EN FUMÉE



Annoncés après ceux de Crédit Agricole, Natixis et Société Générale, les engagements de BNP Paribas concernant ses soutiens à l'industrie du charbon étaient fortement attendus par la société civile internationale. Avec plus de 11 milliards d'euros de financements aux mines et centrales à charbon entre 2009 et 2014³, BNP Paribas est la 4ème plus grosse banque au monde à financer le secteur.

Inscrits les semaines suivantes dans de nouvelles politiques encadrant les soutiens de la banque aux sociétés minières et aux producteurs d'électricité à partir de charbon, les engagements de BNP Paribas pouvaient alors donner l'illusion de répondre en partie aux enjeux climatiques...



A quoi s'est engagée BNP Paribas fin 2015 ?

- Ne plus financer de nouveaux projets de mines de charbon.
- Ne plus financer de nouveaux projets de centrales à charbon.....mais seulement dans les pays à hauts revenus qui ne représentent que 6,5 % du marché où se construisent les nouveaux projets.
- Ne plus soutenir "les entreprises qui ne se diversifient pas en réduisant la part de charbon dans leurs activités "

A-T-ELLE EXCLU LES DÉVELOPPEURS DU CHARBON ?

C'est avant tout sur ses soutiens aux entreprises – jusqu'alors presque totalement absents de la politique de la banque⁴ - que BNP Paribas surprenait par un engagement intéressant : ne plus aider « les entreprises qui ne se diversifient pas en réduisant la part de charbon dans leurs activités ».

Un an après cet engagement, BNP Paribas devrait donc avoir exclu de ses financements les entreprises qui construisent de nouvelles centrales et ouvrent de nouvelles mines de charbon. Ce faisant, BNP Paribas répondrait à la première urgence : empêcher les quelques 500 entreprises qui se trouvent derrière la majorité des 1400 GW de nouvelle capacité charbon prévue⁵ d'accéder à des financements.

Pourtant, si BNP Paribas déclare dans une lettre aux Amis de la Terre datée de mai 2016 avoir « sans tarder procédé à une revue de [son] portefeuille de clients » elle précise n'avoir « décidé d'engager la sortie de relation [qu'] avec une vingtaine de sociétés n'ayant pas de stratégie de réduction de leur part de charbon »⁶.

Que se passe-t-il ? BNP Paribas n'appliquerait-elle pas ou alors beaucoup trop lentement les politiques qu'elle a adoptées fin 2015 ?

BNP PARIBAS NE TIENT PAS SES ENGAGEMENTS

Nous ne sommes pas allés bien loin pour en avoir le cœur net. En Pologne, pays membre de l'Union européenne, BNP Paribas est la 7ème banque du pays avec 4,23% de part de marché. Là-bas, la banque y finance depuis longtemps les entreprises locales, dont Polska Grupa Energetyczna, alias PGE, le premier producteur d'électricité du pays.

Or, loin de chercher à se diversifier, PGE, qui produit déjà 85% de son électricité à partir de charbon, augmente ses activités dans le charbon. **L'entreprise comptait, en date du 31 décembre 2015, dépenser 83,5% de son budget d'investissement dans des nouvelles centrales à charbon et la modernisation des centrales à charbon existantes**, contre moins de 1% dans les énergies renouvelables⁷. Aujourd'hui déjà, l'entreprise polonaise construit deux nouvelles mines de lignite et des nouvelles centrales à charbon d'une capacité totale de 2260 MW.

Si l'on se réfère à la politique sectorielle de la BNP Paribas, PGE devrait faire partie des entreprises exclues de ses soutiens. Et ce d'autant plus parce que PGE est située dans un pays à hauts revenus où BNP Paribas s'est également engagée à ne plus financer de nouveaux projets de centrales et mines de charbon. Pourtant, PGE ne figure toujours pas dans la liste d'entreprises blacklistées par BNP Paribas.

3 The Coal Test : where banks stand on climate at COP21, BankTrack, Les Amis de la Terre France, Rainforest Action Network, urgewald, December 2015

4 Seuls les producteurs majeurs de charbon issus du MTR - Mountain Top Removal - étaient explicitement exclus des soutiens de la banque depuis 2013.

5 Un nombre qui ne prend pas en compte les sociétés minières qui continuent de développer de nouvelles mines de charbon.

6 Voir la lettre de BNP Paribas aux Amis de la Terre France, datée du 18 mai 2016 : http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/reponse_bnp_paribas_mai_2016_1_.pdf

7 PGE Polska Grupa Energetyczna S.A. Consolidated Financial Statements for the year 2015, p.90

BNP PARIBAS

TOUJOURS AU CHARBON EN POLOGNE



En Pologne comme dans de nombreux pays, l'avenir du secteur du charbon repose en très grande partie sur la capacité des entreprises à garantir un accès aux capitaux et services de banques occidentales, que ce soit pour financer la construction de nouveaux actifs ou prolonger la durée d'opération de ceux existants. Plus les banques tardent à exclure les développeurs du charbon de leurs soutiens, plus le risque de voir se développer des centrales à charbon qui font obstruction au déploiement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables est important.

Parce que le marché a besoin de signaux clairs, BNP Paribas doit immédiatement exclure PGE de ses soutiens et préciser dans sa politique l'arrêt de tous ses soutiens aux entreprises qui développent des nouveaux projets charbon.



POLOGNE VS UNION EUROPEENNE : BNP PARIBAS DOIT CHOISIR SON CAMP

Alors que le vent tourne aujourd'hui contre le charbon dans l'Union européenne, la Pologne campe sur sa position de deuxième producteur et consommateur de charbon européen. Quand un nombre croissant de pays de l'Union européenne commence à planifier la fermeture de leurs centrales à charbon, la Pologne ne cache pas vouloir maintenir le charbon au cœur de son économie, appelant même à une Union européenne de l'Énergie fondée sur les énergies fossiles.⁸

Mauvais élève de l'Union européenne en matière climatique, la Pologne attaque de manière systématique les mesures communautaires liées à la décarbonation de l'économie européenne, et menace de bloquer toute avancée en ce domaine, le dernier exemple en date étant son bras de fer autour de la ratification de l'Accord de Paris.

PGE, L'ENTREPRISE QUI VEUT TOUJOURS PLUS DE CHARBON

Avec 85% de son électricité produite à partir du charbon, dont 30% de lignite - la forme la plus sale de charbon - PGE possède plus de 15 centrales à charbon en Pologne et produit 66% du lignite polonais.

PGE détient deux des 30 centrales à charbon les plus toxiques d'Europe. Parmi elles, Bełchatów, la plus grande centrale à charbon en Europe et deuxième centrale au monde avec une capacité de 5 420 MW. Bełchatów émettait plus de 37 millions de tonnes de CO₂ en 2013, l'équivalent de 11% des émissions de la France, et causait la mort prématurée de 1270 personnes cette même année pour un coût sanitaire estimé entre 1790 et 3450 millions d'euros⁹.

Malgré ce tableau noir, PGE prévoit plus de 5 GW de nou-

velle capacité charbon - dont 2260 MW déjà en construction¹⁰ et l'ouverture de nouvelles mines dans les années à venir, dont deux mines de lignite avec des réserves de 2,1 milliards de tonnes.

L'entreprise détenue à plus de 55% par le gouvernement polonais vole aussi au secours des sociétés minières polonaises en manque de capitaux face à un marché du charbon de plus en plus déficitaire, et pourrait également racheter les centrales détenues par Edf et Engie en Pologne¹¹.

Nageant à contre-courant des principaux producteurs d'électricité européens comme Engie, Edf, et Vattenfall qui cherchent à décarboner leur portefeuille, PGE est donc pleinement dans une logique d'expansion de ses activités charbon.

BNP PARIBAS, PREMIER FINANCEUR DE LA POLLUTION POLONAISE

Avec un total de 538,36 millions de dollars de financements à PGE ces trois dernières années¹², BNP Paribas est le plus gros financeur de PGE.

La dernière transaction date du 7 septembre 2015. Moins de trois mois avant d'annoncer publiquement son engagement de ne pas aider les entreprises qui ne se diversifient pas en réduisant leurs activités dans le charbon, BNP Paribas accordait avec 7 autres banques un prêt proche d'1,3 milliard d'euros¹³ à PGE - pour un apport de BNP Paribas estimé à 162 millions d'euros. Destiné à financer plusieurs investissements de PGE, ce prêt sert notamment la construction de deux nouvelles unités de 900 MW à la centrale à charbon d'Opole.

Ce prêt d'1,3 milliard d'euros comprend un crédit de 850 millions d'euros mais aussi une facilité de crédit renouvelable de 445 millions d'euros. Donc bien que BNP Paribas ne puisse pas annuler cette transaction effectuée avant l'adoption de ses nouveaux engagements climat, la banque doit poser des conditions à l'utilisation de la facilité de crédit renouvelable afin de s'assurer que PGE n'utilise pas cet argent pour ces plans de développement dans le secteur du charbon.

8 Poland calls for Energy Union, <http://www.euractiv.com/sections/energy/poland-calls-eu-energy-union-301303>

9 Europe's dark cloud : how coal-burning countries make their neighbours sick, CAN Europe, HEAL, Sandbag, WWF: http://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/dark_cloud_report.pdf

10 PGE construit deux unités de 900MW à Opole et une unité au lignite de 450MW à Turów.

11 <http://afreuters.com/article/commoditiesNews/idAFL8NIBSOK4>

12 PGE a bénéficié de 5 transactions issues de banques occidentales entre juin 2013 et septembre 2016. BNP Paribas a participé à 3 de ces transactions (émissions d'obligations de 170,02 millions de dollars en juin 2014, puis de 185,85 en juillet 2014, avant le dernier prêt de septembre 2015). BNP Paribas est le premier financeur de PGE, suivi de près par la banque néerlandaise ING.

13 8 banques ont participé au prêt dont BNP Paribas, Citi, Commerzbank, ING, Société Générale et UniCredit.

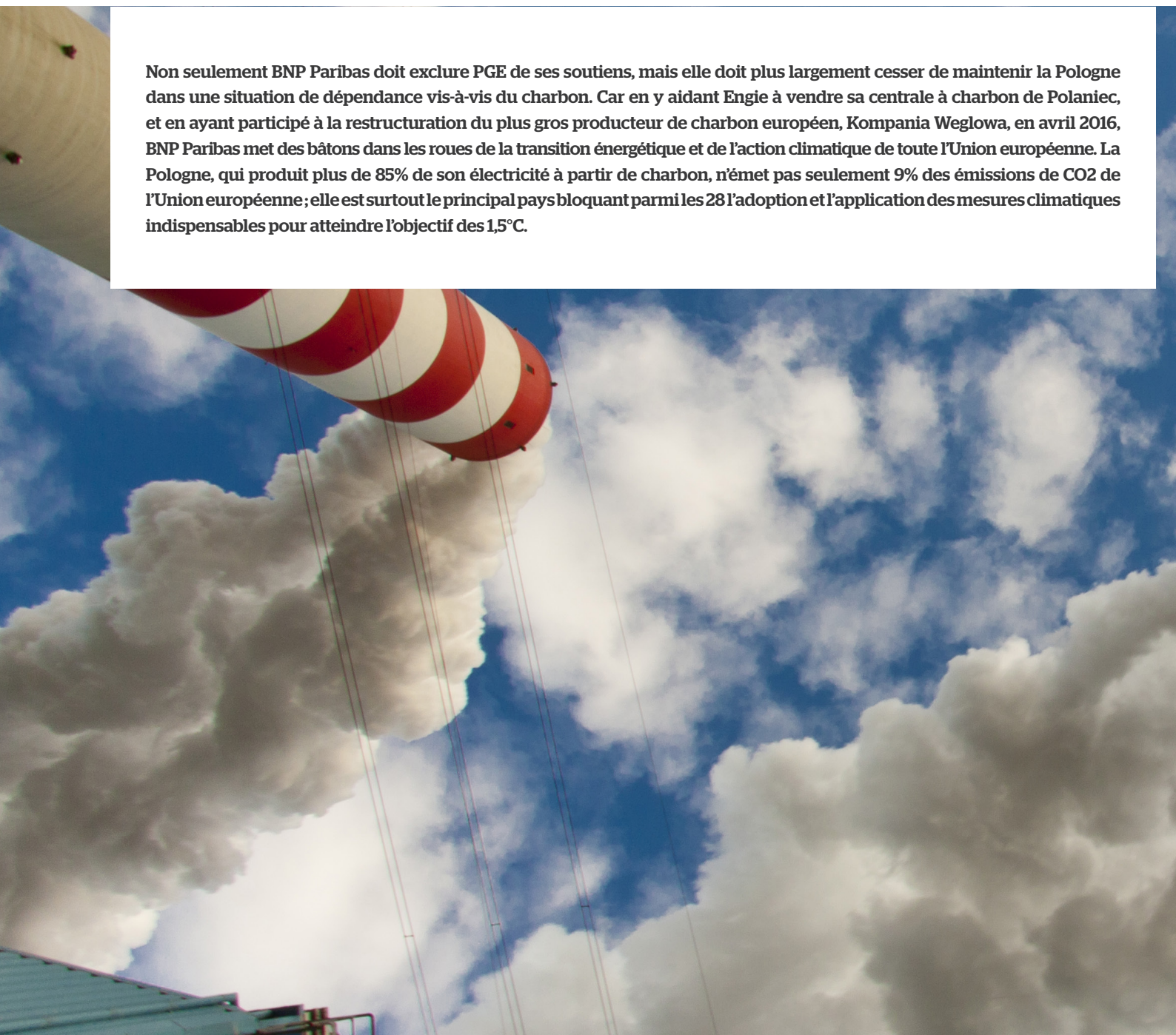


BNP PARIBAS

ET LE REFUS DE TOURNER LA PAGE DU CHARBON



Non seulement BNP Paribas doit exclure PGE de ses soutiens, mais elle doit plus largement cesser de maintenir la Pologne dans une situation de dépendance vis-à-vis du charbon. Car en y aidant Engie à vendre sa centrale à charbon de Polaniec, et en ayant participé à la restructuration du plus gros producteur de charbon européen, Kompania Weglowa, en avril 2016, BNP Paribas met des bâtons dans les roues de la transition énergétique et de l'action climatique de toute l'Union européenne. La Pologne, qui produit plus de 85% de son électricité à partir de charbon, n'émet pas seulement 9% des émissions de CO2 de l'Union européenne; elle est surtout le principal pays bloquant parmi les 28 l'adoption et l'application des mesures climatiques indispensables pour atteindre l'objectif des 1,5°C.



BNP PARIBAS AIDE A PROLONGER LA DUREE DE VIE D'UNE CENTRALE D'ENGIE

A l'instar d'autres grands producteurs d'électricité européens, ENGIE cherche aujourd'hui à vendre ses centrales à charbon en vue de décarboner au plus vite son portefeuille à défaut de décarboner l'économie. Car revendre une centrale à charbon prolonge de fait son opération, une contradiction majeure avec la fermeture progressive du parc de centrales à charbon que nous devons engager au plus vite si nous voulons atteindre les objectifs de réchauffement définis dans l'Accord de Paris.

En Pologne, c'est BNP Paribas qui aide Engie à vendre sa centrale de Polaniec, via un mandat de conseil contracté en septembre 2015. BNP Paribas ne devait pas considérer problématique ce type de soutien puisque ses engagements de 2015 ne couvrent pas les soutiens à la vente ou à l'achat d'actifs charbon – contrairement à la politique de Natixis qui en traite en détail. Mais BNP Paribas a fini par adopter en mai 2016 des directives internes interdisant la signature de ce type de contrat partout dans le monde pour les mines et dans les pays riches pour les centrales, un sursaut salutaire mais insuffisant.

Quelque soit l'acheteur final, le polonais Enea, le tchèque EPH ou un consortium chinois, la vente de cette centrale prolongera sa durée de vie¹⁴, voire entraînera son développement. BNP Paribas doit donc immédiatement mettre un terme à ce mandat.

UNE EXCLUSION TROP TARDIVE

Avec un total de 71,2 millions d'euros de soutiens entre 2010 et 2013, BNP Paribas est aussi la banque à avoir le plus financé l'entreprise minière Kompania Weglowa. Avec 23 mines de charbon, l'entreprise produisait 40 millions de tonnes de charbon en 2015 et prévoyait en début d'année la construc-

tion d'une nouvelle centrale de 1000 MW. Début 2016, BNP Paribas décidait d'exclure de ses soutiens l'entreprise minière polonaise.

Pourtant, quelques semaines plus tard, BNP Paribas participait, via sa filiale polonaise PGZ BNP Paribas, au sauvetage de Kompania Weglowa. Avec 1 milliard d'euros de dettes, l'entreprise était à deux doigts de la faillite, un scénario inacceptable pour le gouvernement polonais qui considère le secteur minier du charbon comme un acteur stratégique de son économie.

Après l'avoir très généreusement subventionné, celui-ci refuse son effondrement¹⁵ et s'est donc attelé à restructurer l'entreprise, transférant la majorité de ses actifs, dont 11 mines, à une nouvelle société, PGG, devenue à son tour le plus gros producteur de charbon européen. Pilotée par le gouvernement qui a sommé les autres entreprises polonaises à capitaux publics, PGE, ENERGA et PGNiG, d'investir elles-mêmes dans PGG, et d'autres acteurs polonais de transformer leur dette en actions, cette restructuration n'aurait pas pu passer les règles de l'Union européenne concernant les aides d'Etat sans le concours de deux banques étrangères, Banco Santander et BNP Paribas.

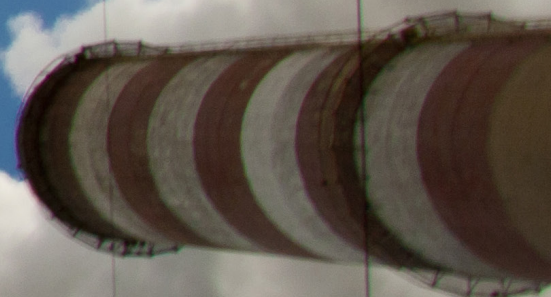
Après avoir refusé de transformer leur dette en actions, BNP Paribas et Banco Santander ont finalement soutenu en avril 2016 la restructuration de l'entreprise en refinançant la dette d'environ 35 millions d'euros contractée par Kompania Weglowa, via l'acquisition d'obligations¹⁶. En prenant part à ce sauvetage, BNP Paribas souhaite s'assurer de retrouver son argent, mais aide ce faisant le gouvernement polonais à maintenir le pays dans sa dépendance au charbon, au détriment du climat et des populations polonaises.

L'exemple montre que si l'exclusion de Kompania Weglowa va dans le bon sens, elle arrive beaucoup trop tard. Plus BNP Paribas tardera à exclure les entreprises actives dans le charbon de ses soutiens, et plus elle risque d'être impliquée dans des restructurations de dette sur le long terme. BNP Paribas ne doit donc pas attendre que les entreprises soient trop faibles financièrement pour les exclure de ses financements, mais doit le faire dès maintenant afin d'encourager une sortie progressive du secteur du charbon qui prenne en compte la reconversion des travailleurs et la restauration des lieux.

¹⁴ <http://www.rp.pl/Energianews/310199854-Dwoch-powalczy-o-Polaniec.html#ap-1>

¹⁵ <http://www.connaissancedesenergies.org/le-charbon-polonais-face-au-defi-climatique-160909>

¹⁶ <http://uk.reuters.com/article/uk-poland-coal-debt-exclusive-idUKKCNOXHXY>





CONTACTEZ LUCIE PINSON
lucie.pinson@amisdelaterre.org
06 79 54 37 15

Les objectifs de l'Accord de Paris ne pourront pas être tenus à moins que les banques adoptent chaque année de nouvelles mesures de réduction de leurs soutiens aux énergies sales et accélèrent leur application. Un an après la COP21, les banques françaises continuent de financer l'industrie du charbon et l'aggravation de la crise climatique. Leur sursaut est urgent.

LES BANQUES FRANÇAISES DOIVENT :

1. METTRE UN TERME IMMÉDIAT À TOUT SOUTIEN À DE NOUVEAUX PROJET D'ÉNERGIES FOSSILES

2. EXCLURE DE LEURS SOUTIENS
LES ENTREPRISES QUI NE RESPECTENT PAS
UN DES TROIS CRITÈRES SUIVANTS :

A. L'ENTREPRISE NE DÉVELOPPE PAS LE SECTEUR DU CHARBON EN CONSTRUISANT DE NOUVEAUX PROJETS DE MINES, CENTRALES OU INFRASTRUCTURES CHARBON.

B. LE CHARBON REPRÉSENTE MOINS DE 30% DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ENTREPRISE MINIÈRE OU L'ENTREPRISE PRODUIT MOINS DE 30% DE SON ÉLECTRICITÉ TOTALE À PARTIR DE CENTRALES À CHARBON.

C. L'ENTREPRISE PRODUIT, CONSOMME, OU VEND MOINS DE 20 MILLIONS DE TONNES DE CHARBON PAR AN.

BNP PARIBAS DOIT EN PLUS :

3. IMMÉDIATEMENT EXCLURE PGE DE SES SOUTIENS

4. METTRE UN TERME À SON MANDAT AUPRÈS D'ENGIE
POUR LA VENTE DE LA CENTRALE DE POLANIEC

NOS DEMANDES